

La famine a encore avancé

© 22/03/2018 |  Terre-net Média

L'intensification des conflits et la sécheresse persistante dans plusieurs régions du monde ont fait grimper à 124 millions le nombre de personnes jugées à la merci d'une famine en 2017, indique jeudi une estimation de l'Onu et de l'Union européenne.

Au premier rang des pays touchés par une situation de **faim** « aigüe », figurent des pays engagés dans des conflits ou en situation de « grave insécurité », comme « le Yémen, le nord du Nigeria, la RD Congo, le Soudan du sud et le Myanmar », souligne le « rapport mondial sur les **crises alimentaires 2018** » publié par l'**Union européenne, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)** et le **Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM)**. Par ailleurs, en Afrique orientale et australe, la « **sécheresse** persistante a également joué un rôle majeur », souligne le rapport, « entraînant des réductions consécutives des récoltes dans des pays déjà confrontés à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire ». En 2016, le même rapport avait estimé à 108 millions le nombre de personnes dans le monde confrontées à une insécurité alimentaire grave, et en 2015 à 80 millions. Cette année, les conflits et l'insécurité resteront « probablement les principales causes de crise alimentaire », touchant l'Afghanistan, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, le nord-est du Nigeria, la région du lac Tchad, le Soudan du sud, la Syrie et le Yémen, ainsi que la Libye, et le Sahel central (Mali et Niger).

Selon le document, le Yémen continuera d'être « le pays confronté à la plus grande **crise alimentaire** au niveau mondial ». La situation devrait même « se détériorer » en raison « de l'accès restreint, de l'effondrement économique et des épidémies », souligne le rapport. En Afrique, l'impact de la sécheresse sur les cultures vivrières et le bétail augmentera aussi l'insécurité alimentaire dans les zones pastorales de la Somalie, le sud-est de l'Éthiopie, l'est du Kenya, ainsi que les pays d'Afrique de l'ouest et du Sahel, tels le Sénégal, le Tchad, le Niger, le Mali, la Mauritanie, et le Burkina Faso. Seul répit, en Afrique australe, une amélioration est prévue grâce à l'augmentation de la production céréalière en 2017 et à la baisse des prix des denrées alimentaires. « Nous avons une obligation morale de faire mieux, et nous avons les outils et le savoir pour y parvenir. Nous devons briser les murs qui séparent depuis trop longtemps les acteurs de l'aide humanitaire et ceux du développement », indique Antonio Guterres, le secrétaire général de l'Onu, cité dans le rapport.